

## La CFE CGC d'Orange dénonce la tentation recentralisatrice de l'opérateur à l'agrumes

Oubliée l'organisation très décentralisée de feu France Télécoms. **Stéphane Richard**, PDG d'Orange, serait-il en train de rejouer « Paris et le désert français » ? C'est en tout cas ce dont l'accuse le président de la CFE CGC, deuxième organisation syndicale du groupe. La Normandie, qui perd peu à peu tous ses centres de décision, est un cas d'école du « *déménagement du territoire* » pour **Sébastien Crozier** (qui était en visite à Rouen, cette semaine).

Symptomatique de cette inclinaison recentralisatrice : la création prochaine, à Rennes, d'une direction régionale Grand Ouest englobant la Bretagne et la Loire-Atlantique ainsi que le Centre et la Normandie. « *Il ne restera plus ici que des fonctions d'exécution* » prévient l'intéressé qui voit avec inquiétude d'autres services se vider progressivement de leur substance au profit de Paris, cette fois. Et d'énumérer le Centre support clients de Caen hier natio-

nal, aujourd'hui « *adossé* » à celui de la capitale, le service facturation basé à Rouen « *interdit de recrutement externe depuis plusieurs années* », le Orange Lab caennais « *malmené* »... « *Un tiers des effectifs (plus de 1 300 ETP ndlr) va disparaître en Normandie Centre d'ici 2022* » diagnostique Sébastien Crozier...

Pour la CFE CGC qui y voit la marque « *d'un syndrome de Versailles* », l'opérateur serait pourtant bien inspiré de délocaliser ses grands services supports en province, ne serait-ce que pour le bien-être de ses collaborateurs. « *Huit mille de nos adhérents franciliens souhaitent quitter Paris, ses loyers chers et ses temps de transport à rallonge* » assure son président. Un combat qui résonne étrangement avec celui des gilets jaunes et que les élus normands pourraient reprendre à leur compte.

**Nota :** transmis à Hervé Morin qui connaît bien Stéphane Richard.

### La Lettre EcoNormandie

Adresse : 14 Avenue Aristide Briand. 76000 Rouen - tél. : 02 35 14 56 38 - [lalettre@presse-normande.com](mailto:lalettre@presse-normande.com)

N° ISSN 2551-0304

Abonnement à : [lalettre@presse-normande.com](mailto:lalettre@presse-normande.com) Cette édition au format PDF : 10 euros.

Président de la SAS et directeur de la publication : **Romuald Uzan** Rédactrice en chef : **Nathalie Jourdan**

# Orange trop déconnecté ?

**Social.** Les représentants CFE-CGC de l'entreprise dénoncent l'accaparement des emplois par la région parisienne, au détriment des territoires.

Des centres de décision toujours plus éloignés du terrain et de ses réalités, une « métropolisation » des emplois au détriment du maillage territorial... Non, il n'est pas question d'évoquer ici les gilets jaunes, mais « plutôt les gilets Orange », sourient **Sébastien Crozier** et **Alain Chéron**. Tous les deux représentent le syndicat CFE-CGC de l'entreprise (deuxième organisation, première pour les cadres et salariés de droit privé). Le premier en est le président à l'échelon national, le deuxième en est le représentant en Normandie.

Ces derniers étaient récemment réunis à Rouen, avec d'autres militants, pour dresser un état des lieux social d'Orange dans la région. Une très grande région, en l'occurrence, puisque l'organisation territoriale de l'entreprise de télécoms a réuni il y a quelques années la Normandie et le Centre. Prochainement - mars 2019 selon la CFE-CGC -, cet ensemble sera associé à la Bretagne et la Loire-Atlantique pour former une vaste région Grand Ouest, au risque de donner naissance à « une direction opérationnelle à taille inhumaine », redoute le syndicat des cadres. Cette nouvelle entité trouverait son siège à Rennes, selon Sé-

bastien Crozier, qui évoque « une ville déjà bien pourvue sur d'autres métiers du groupe : cela n'a pas de sens en termes d'emplois, on va renforcer l'état-major alors que d'autres villes souffrent. »

## « Sous la taille critique »

C'est le cas notamment de Rouen où, toujours d'après les représentants de la CFE-CGC, Orange « vide » peu à peu ses services et compétences, notamment en direction de la région parisienne. Une recentralisation, en somme, qui se traduit par des disparitions d'emplois. « Sur l'ensemble de la direction opérationnelle Normandie-Centre, les effectifs en ETPCDI (équivalent temps plein CDI) ont diminué de 22,8 % en trois ans », assure la CFE-CGC.

Soit 1 206 ETPCDI de moins entre décembre 2014 (5 297) et décembre 2017 (4 091), rapportent les chiffres avancés par le syndicat des cadres. En **Seine-Maritime**, plus précisément, les effectifs auraient ainsi fondu de 1 143 à 834 ETPCDI en seulement deux ans, entre fin 2015 et fin 2017. Cette baisse devrait par ailleurs se poursuivre sur les prochaines

années, estime la CFE-CGC. « Le bassin d'emplois rouennais est passé sous la taille critique des 1 000 emplois, indique Sébastien Crozier. Pour l'encadrement, il n'y a plus de perspective de carrières, sauf à aller sur Paris. » Aujourd'hui, regrette le responsable national, « Orange fait le job sur l'aménagement du territoire, mais pas sur l'emploi ».

Un discours que bat en brèche la direction régionale. « Orange est un employeur de référence en Normandie qui compte 3 105 salariés, rappelle-t-elle. Caen et Rouen ne se voient pas de leurs effectifs pour l'Île-de-France... bien au contraire, il y a plusieurs services pilotant des sujets nationaux qui sont implantés en Normandie. » Parmi eux, « un des deux sites nationaux du service des obligations légales », ou encore « notre centre de recherche Orange Labs à Caen et notre grand Data center à Val-de-Reuil dont il est prévu de doubler la capacité d'ici à 2020 » (nos éditions du mardi 11 décembre 2018). Sur la question de la refonte territoriale, l'entreprise admet plutôt



Parallèlement, la CFE-CGC dénonce la fermeture progressive des boutiques dans les villes moyennes, un constat que dément aussi la direction régionale (photos d'archives)

« une réflexion en cours », mais qui, selon elle, « n'aura aucun impact sur le maillage territorial des activités opérationnelles ni sur l'organisation des délégations régionales ». Par ailleurs, promet Orange, elle « sera sans conséquence sur l'emploi ».

I. D.

L.dubois@presse-normandie.com

Article paru dans le courrier Cauchois le 21 décembre 2018 :

## Orange Normandie-Centre Les salariés sont inquiets

Sébastien Crozier, président national du syndicat CFE-CGC Orange, était à Rouen mardi pour aborder plusieurs sujets avec les salariés. Pour lui, la présence locale d'Orange est inégalement répartie. « En 2020, 40 % des entrées chez Orange seront concentrées en région parisienne », estime-t-il. Au détriment des villes secondaires comme Rouen ».



Sébastien Crozier, président national de la CFE-CGC Orange

Fin 2015, on comptait 1143 équivalents temps plein CDI en Seine-Maritime, l'essentiel étant employé sur la métropole rouennaise. Fin 2017, il n'y avait plus que 834 ETPCDI. D'ici fin 2020, les besoins en ETPCDI passeront de 834 à 673. « Des services sont en déficit comme le service clients. Les salariés sont affectés et se posent des questions sur leur avenir ». Les salariés sont inquiets en raison de la fusion de la direction opérationnelle Normandie-Centre et celle de la région Ouest. « Avec le siège à Rennes, le centre de décision sera éloigné ».

en novembre 2016. Et ce n'est pas fini. Selon la CFE-CGC, la boutique de Fécamp est amenée par exemple à disparaître.

### La réponse d'Orange

« Les départs correspondent à l'évolution démographique naturelle de l'entreprise. Nous ajustons les effectifs en fonction de ces départs et selon les besoins. Par exemple, le service des obligations légales situé en Normandie a recruté 6 salariés en 2018 ou encore le service de web conseillers à Rouen (1 des 4 sites nationaux) va accueillir 5 nouvelles recrues », a répondu la direction d'Orange mercredi.

Pour ce qui est de la fusion des régions Normandie-centre et Ouest avec un siège à Rennes, la direction

assure que « l'humain est au cœur de la transformation d'Orange. Le modèle d'organisation d'Orange France est basé sur une présence forte dans les régions incarnées par nos directions Orange et qui s'appuient sur les délégations régionales en relation avec les collectivités. Une réflexion a été engagée dans le respect du dialogue social de l'entreprise. Elle n'aura aucun impact sur le maillage territorial des activités opérationnelles ni sur l'organisation des délégations régionales. Cette réflexion répond aux différents enjeux de l'entreprise et sera sans conséquence sur l'emploi. Elle a pour but de renforcer les responsabilités opérationnelles des directions Orange et permettrait d'accompagner les plans ambitieux d'amélioration des réseaux THD fixes et mobiles ».

Au sujet de la disparition des boutiques, la direction explique « poursuivre la transformation de son réseau de distribution pour s'adapter aux changements de comportements de nos clients quel que soit leur choix (boutique physique ou sur internet). Le niveau de boutiques Orange est celui, parmi les quatre principaux opérateurs français, qui couvre le mieux le territoire, et notamment dans les villes moyennes. En Normandie, nous comptons 33 boutiques : 23 d'entre elles sont situées en centre-ville. Et pas uniquement dans de grandes villes. Trois exemples en Seine-Maritime : Fécamp (19 000 habitants) dont il n'est pas prévu de fermer la boutique, Yvetot (12 000 habitants) et Neuchâtel-en-Bray (4 700 habitants) ».

A l'échelle nationale en 2015, il y avait 840 boutiques contre 617